

Préface

Dominique Vinck, Professeur ordinaire à l'Université de Lausanne

On n'imagine souvent pas à quel point une problématique comme celle de la sécurité industrielle peut s'enrichir grâce à une pluralité d'approches et de points de vue. Souvent, chercheurs ou experts, quels qu'ils soient, ingénieurs, gestionnaires, juristes, ergonomes, sociologues, psychologues, etc. tendent à considérer comme évident et déterminant le point de vue spécifique qui est le leur. S'engagent alors souvent des formes de compétition sournoises entre experts dans la construction d'un savoir pertinent et légitime et dans son articulation avec des intérêts spécifiques (économiques et politiques notamment) dans la société (cf. le numéro spécial de la *Revue d'Anthropologie des Connaissances* sur l'expertise, publié en 2013). Ces compétitions entre types d'expertises influent sur la formulation et le cadrage des questions et des décisions au niveau de la production de connaissances et de la régulation. Des tensions s'exercent alors au sein du monde académique mais aussi sur le terrain que ce soit dans les activités de conseil auprès des entreprises, dans les tribunaux lorsqu'il y a eu des préjugés, dans les administrations en charge de la mise en œuvre des politiques de sécurité ou dans les arènes politiques où celles-ci sont débattues, souvent à la suite d'un accident médiatisé. La constitution et la légitimation des savoirs et de l'expertise constituent ici un enjeu qui accompagne et façonne la problématique de la sécurité industrielle.

Dans un tel contexte, Michèle DUPRE et Jean-Christophe LE COZE auraient pu tenter de réconcilier les experts en construisant un cadre problématique unifié et en intégrant les contributions des uns et des autres. Suivant les injonctions à l'interdisciplinarité et en adoptant le modèle de la complémentarité des disciplines, ils auraient procédé à un découpage raisonné de l'objet d'étude (la sécurité industrielle) en composantes qui relèveraient chacune du domaine de compétence spécifique d'une discipline particulière. Ils auraient défini les lignes de découpage de l'objet en anticipant qu'à l'issue d'un cheminement autonome de chaque discipline, l'intégration des connaissances qu'elles auraient produites puissent se faire en suivant ces lignes de partage. Le résultat eu alors été une somme de savoirs, autonomes et non disputés, harmonieusement intégrés pour recomposer l'objet problématique.

Tel n'est pas le choix qu'on fait les éditeurs de cet ouvrage. Au contraire, ils ont fait le pari de commencer par juxtaposer les contributions des différents chercheurs (politologues, philosophes, historiens, sociologues) et acteurs (ingénieurs, responsable d'hygiène et sécurité) mobilisés. Il s'agit là d'une étape incontournable en vue d'une confrontation qui doit se faire (et qui correspond à un autre modèle de l'interdisciplinarité), non pas pour définir un vainqueur (quel discipline a raison et doit imposer son point de vue sur le terrain) mais pour que les différentes approches s'enrichissent de la confrontation, qu'elles puissent faire évoluer leur approche du problème et, éventuellement, qu'elles définissent quelques points d'articulation et de co-construction d'un savoir nouveau. L'ouvrage organise une juxtaposition de points de vue, destinés à être croisés et confrontés, respectant la diversité des traditions scientifiques et des terrains d'expertise. Il en résulte une sorte de mise à plat des problématiques et de manières possibles d'éclairer la question complexe de la sécurité. La question n'est pas traitée de manière générale mais au contraire en rendant compte de la façon dont elle se déploie sur terrains concrets (à l'usine, dans l'atelier de production ou en salles de réunion) où s'élaborent les problématiques de la sécurité et les règles pour la gérer. Les acteurs qui s'en préoccupent et qui s'en mêlent sont nombreux : opérateurs à la fois acteurs et victimes potentielles, concepteurs des procédés et des installations, ingénieurs de production, techniciens de maintenance, inspecteurs, assureurs, actionnaires. Leurs interactions, entre eux autant qu'avec des machines, des procédures, des normes techniques, façonnent les problèmes

et leurs résolutions. La prise en compte de la réalité industrielle sur le terrain suffit à convaincre de la nécessité de croiser les points de vue. Le problème de la sécurité n'appartient de façon exclusive à aucune tradition scientifique ni à aucune expertise particulière.

Cet ouvrage invite à la prudence. Il enjoint de ne pas minimiser la profondeur des désaccords entre les manières de poser les problèmes. Il prévient contre les risques d'une interdisciplinarité militante qui délégitimerait les traditions de recherche en présence au nom d'une nouvelle science unifiée. Il convie à une sorte de « slow » interdisciplinarité qui reconnaît l'ampleur des écarts entre les points de vue, la fécondité des désaccords et la nécessité d'un long cheminement dont l'ouvrage marque une première étape, à l'issue de 10 ans de travaux en réalisé en collaboration entre chercheurs en sciences sociales, ingénieurs et partenaires industriels. Il témoigne de l'ouverture de l'industrie et de l'ingénierie chimique à des approches encore inhabituelles, issues des sciences sociales (sociologie du travail et des organisations, sciences politiques) autant que l'ouverture de ces chercheurs à des problématiques et à des terrains qui n'étaient pas les leurs. C'est d'une histoire de Petit Prince dont il est ici question, de rapprochement lent et progressif, de reconnaissance mutuelle, d'apprentissage croisé et d'appriovissement réciproque.

Alors commence à s'esquisser ici peut-être un nouveau front de recherche et une nouvelle communauté de recherche pluridisciplinaire, à l'image de ce qui se fait déjà dans l'industrie nucléaire, dans la sécurité ferroviaire, automobile ou aéronautique où les questions de cultures professionnelles, de dynamiques et complexités cognitives et de fiabilité organisationnelle ont déjà pris racines. Evidemment, l'extrême hétérogénéité de l'industrie chimique ne facilite pas la constitution d'un référentiel industriel partagé qui puisse servir la construction de concepts et de cadres théoriques communs. Le détour par des enquêtes empiriques et la réalisation de monographies sera encore longtemps inévitable pour disposer d'objets intermédiaires, peu élaborés théoriquement mais offrant des prises aux différentes disciplines et expertises en présence afin qu'elles puissent confronter leurs points de vue et s'enrichir mutuellement grâce à cette confrontation. Ce retour sur le terrain est probablement le meilleur fondement qui soit pour traiter des questions les plus brûlantes et complexes de nos sociétés contemporaines qualifiées, par Ulrich Beck, de « société du risque », qui implique d'agir dans l'incertain (cf. l'ouvrage *Comment les acteurs s'arrangent avec l'incertitude*).